

**PSU**

# pour l'autogestion

PRENEZ CONTACT AVEC LE PSU, 9 RUE BORROMÉE 75015 . TEL: 566 45 37

Malgré toutes les prises de position contre le programme nucléaire (scientifiques populations locales organisations écologistes syndicales politiques)  
Malgré les difficultés techniques et économiques ( fissures des cuves de réacteurs . couts montants en flèche . impasse du retraitement et de la surrégénération. . )

Malgré les risques d accidents très graves ( type Harrisburg. . )

EDF sur l ordre du gouvernement poursuit sa fuite en avant . 26 réacteurs sont en construction

**POUR FAIRE ENTENDRE VOTRE VOIX LE PSU  
VOUS PROPOSE DEUX ACTIONS**

- une pétition nationale que nous vous demandons de signer , faire signer, et envoyer au PSU , 9 rue Borromée, Paris 15ème.
- la grève du zèle des factures E. D. F cette action est simple légale et efficace  
refusez le prélèvement automatique EDF ( payez chaque facture EDF en plusieurs chèques . Attention indiquez votre numéro de référence EDF sur chaque chèque . Envoyez de préférence des virements bancaires ou des chèques postaux directement aux CCP . La somme totale facturée doit être encaissée dans les délais demandés . **CETTE ACTION EST SOUTENUE PAR L UNION INTERPROFESSIONNELLE EDF CFTD** .

## Pétition nationale

### Pour une autre politique de l'énergie

### Pour un débat démocratique sur l'énergie

A l'appel de: (1<sup>ers</sup> signataires)

- Confédération française démocratique du travail
- Confédération syndicale des Familles
- Confédération syndicale du Cadre de Vie
- Groupement de Scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire
- Mouvement des Radicaux de Gauche
- Parti Socialiste
- Parti Socialiste Unifié
- Réseau des Amis de la Terre
- Union fédérale des Consommateurs

Je m'oppose au choix du «tout nucléaire» fait par le gouvernement.

J'exige la levée du secret qui entoure toutes les décisions concernant l'énergie, la mise en place de moyens d'information décentralisés et indépendants et le renforcement des mesures de sécurité pour les travailleurs et la population.

J'affirme que pour faire face à la crise il faut un nouveau type de développement fondé sur les besoins des travailleurs et des populations et sur les réalités régionales. Il s'agit d'imposer une politique qui économise les ressources non renouvelables, utilise

toutes les ressources non exploitées en France et s'appuie sur un vaste plan de développement des énergies nouvelles. Cette politique alternative est susceptible de créer, à terme, des centaines de milliers d'emplois nouveaux.

Je demande l'organisation d'un large débat public et contradictoire sur la politique énergétique de notre pays, ce qui implique:

- des consultations et des décisions démocratiques sur les grands choix énergétiques aux niveaux régional et national;
- la suspension du programme électro-nucléaire actuel tant que le débat démocratique n'aura pas été conduit à son terme.

NOM	Prénom	Adresse	Signature

CONTRÔLER AUJOURD'HUI  
POUR DÉCIDER DEMAIN

L'AVENIR DE LA POSTE

- La mutation des PTT a pris une allure rapide depuis la grande grève d'Octobre 1974 . L'implantation des centres de tri automatique , le développement de l'informatisation des télécommunications et de l'ensemble des activités de production (et de contrôle de cette production), sont des données fondamentales de cette mutation . Les actions incessantes menées par le personnel des PTT ont conduit l'Administration à accélérer la transformation des techniques et méthodes de gestion pour parvenir , disait un directeur général, à "sauver la poste" ; en fait les remèdes de la direction ne firent qu'aggraver le mal .  
L'échec des CTA à illustré la faillite d'une conception technocratique qui croyait qu'avec plus de machines on réglerait tous les problèmes nés de l'expansion des services des PTT .
- Le dernier plan Segard d'investissements pour la poste continue dans cette voie en n'hésitant pas à sortir les "grands batons" . Il propose de fortes primes supplémentaires pour quelques administrateurs afin qu'ils entraînent toute la hiérarchie à frapper sur un personnel qui à, heureusement, une forte tête et ne se laisse pas faire .  
Les postiers pensent , agissent et réagissent , ils ne veulent ni être le dernier rouage d'une machinerie , ni être , tout simplement , des machines à trier , à vendre , à distribuer . Les PTT aujourd'hui sont malades de notre société productiviste . Ce n'est pas le seul service public en difficulté , où la qualité des services se dégrade . De l'aveu même de ses dirigeants l'administration des PTT veut substituer la notion de régularité à celle de rapidité , c'est à dire aggraver pour le "tout public" les conditions de dépôt , d'acheminement et de distribution du courrier .
- "Tout public" c'est à dire l'usager petit ou moyen qui à été transformé en client et se rend compte quotidiennement de la dégradation . Au contraire pour les grandes entreprises les PTT sont un outil doublement efficace et fiable  
-le marché Poste et Télécoms et une manne insoupçonnable pour placer des machines , de l'électronique  
-l'entreprise PTT est un rouage essentiel de l'économie : des tarifs préférentiels aux services spéciaux les PTT font l'objet d'un véritable détournement de fonction en faisant exclusivement un rouage économique du capitalisme, d'où la hargne du patronat dès que l'action des postiers se développe  
L'accélération de ce processus met à nu les contradictions entre la finalité du travail ( 85% du trafic pour les entreprises ↔ 15% pour les particuliers ) et la place du personnel dont on exige des rendements toujours plus forts .  
Une entreprise sans hommes , sans femmes , ce sont des murs ; l'augmentation de productivité que le pouvoir veut imposer à l'entreprise PTT conduit à accroître sa maladie . Nous disons que notre travail perd son caractère socialement utile , que que la revendication d'un service public au service du public ne trouvera de solution humainement acceptable qu'en brisant la logique de notre société productiviste
- Notre travail , nous mêmes , devenons une marchandise . Nos luttes doivent s'accompagner d'une réflexion approfondie sur la finalité de notre travail , le sens de la mutation des PTT de tous les services publics ( SNCF , information , Ecole . . ) car aujourd'hui la logique de la production se développe contre les travailleurs ou qu'ils soient , contre la population sous tous les régimes politiques qu'ils soient de l'Ouest ou de l'Est . La lutte pour l'amélioration de nos conditions de vie au travail et en dehors du travail passe par une autre conception du travail , une lutte politique pour le contrôle , pour la liaison entre les travailleurs et les usagers du service public

## LES BOUCS EMISSAIRES

Il y a quelques années, le patronat, pour augmenter ses profits, avait besoin de main d'oeuvre, il a organisé la venue des travailleurs immigrés. Aujourd'hui il veut les jeter dehors. Ne nous y trompons pas, cette politique est la même pour tous les travailleurs. Le patronat n'a pas hésité à tuer une région entière (Longwy par exemple) pour assurer ses profits quand il a senti le moment favorable (travailleurs désemparés par l'échec de la gauche en Mars 78, divisions politiques et syndicales) Les hommes sont donc des marchandises qu'on importe ou exporte, embauche ou licencie... Il s'agit même du "stock de travailleurs". Pour chasser les T. I. (trav. immigrés) ils comptent sur l'indifférence des travailleurs français ou même sur le racisme qu'ils entretiennent. Les textes adoptés par le Parlement (sur les conditions d'entrée et de séjour, sur l'"aide au retour", sur la vie dans les foyers...) ont pour but d'augmenter les moyens de repression dont dispose le gouvernement. Ils visent à accentuer l'insécurité des T. I. et viennent légaliser et encourager les pratiques déjà visibles dans nos quartiers: "Tu es différent: je

cogne...". Contrôles policiers racistes dans la rue ou le métro, insultes et coups dans les locaux de la RATP et les commissariats, peines particulièrement lourdes (assorties d'expulsion) pour le moindre délit (quand il n'est pas fabriqué de toute pièce...)

Le climat devient insupportable pour tous ceux qui ont le teint plus ou moins basané. Ils sont une cible de choix. Ils n'ont actuellement aucun droit: ni de parole (ils ne votent pas), ni d'association, ni de réunion, ni de manifestation...

Malgré cela, malgré les risques qu'ils courent ils s'organisent soit au côté des travailleurs français (dans les syndicats) soit dans les organisations autonomes (par nationalité le plus souvent), soit dans des comités de lutte (comme dans les foyers).

Et leurs luttes, comme chez Renault ou dans les foyers, montrent que leurs problèmes sont souvent ceux de tous les travailleurs.

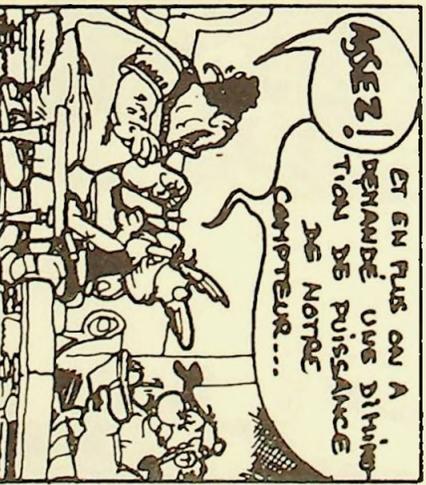
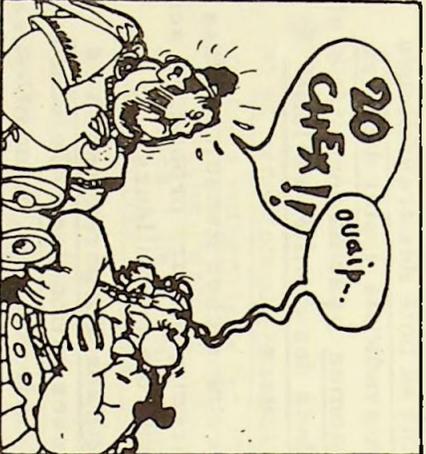
Depuis 5, 10, 20 ans ils participent à la création de richesses nationales. Ce sont eux qui ont permis la modernisation de nombreuses industries (automobile notamment), ce sont eux qui, par leur mobilité - très appréciée des employeurs... - ont permis la réalisation des grands chantiers (logements, autoroutes...)

Pendant toutes ces années ils ont payé leurs cotisations sociales, sont arrivés en France à l'âge adulte donc sans rien coûter à l'Etat pour leur éducation. Beaucoup ont laissé leurs enfants au pays et touchent pour eux des allocations familiales inférieures à celles de leurs camarades français. Il ne peut être question de les

rejeter maintenant: ils ont acquis, par leur travail, des droits qu'ils perdraient définitivement en rentrant au pays. Pour le patronat et son gouvernement il y a là un moyen de grognoter un peu d'argent, pour les travailleurs français pas même de créations d'emplois (comme l'indique un rapport officiel). Refusons les divisions, les immigrés ne seront pas les boucs émissaires de la crise de notre société.



# ASTÉRIX ANTIINVOCLÉAIRE



GREVE DU ZELE  
c'est facile, c'est pas cher, ça peut leur coûter gros !

# Pourquoi cette pétition nationale

Les organisations qui vous proposent de signer massivement la pétition nationale s'opposent à la politique énergétique du gouvernement et condamnent son programme «tout nucléaire» parce qu'il comporte des menaces pour la sécurité et les libertés des travailleurs et des populations concernées; il fait courir des risques à l'économie tout entière et il peut favoriser la dissémination des armes nucléaires.

Dans le monde entier, le développement de l'électro-nucléaire s'est heurté à des oppositions et à rencontré des problèmes croissants. De nombreux incidents, dont certains ont failli tourner à la catastrophe, ont apporté un démenti cinglant aux affirmations des partisans inconditionnels du nucléaire et ont confirmé la validité des critiques faites par un grand nombre de personnalités et d'organisations.

La plupart des pays ont ralenti leurs programmes. En revanche le gouvernement français poursuit imperturbablement la réalisation de son projet. Sans attendre les enseignements de l'accident de la centrale nucléaire de Three Mile Island, il a même décidé une accélération du programme. Depuis 1974, les engagements de nouvelles centrales nucléaires se font à un rythme qui est le plus élevé du monde. Pour les installer l'Etat et l'Electricité de France doivent à la fois imposer le choix de sites proches d'importantes agglomérations urbaines et concentrer 4, 5 et même 6 réacteurs de grande puissance sur le même emplacement. Ceci a pour but d'esquiver les procédures légales et le débat public.

Le gouvernement poursuit la régression charbonnière, néglige les possibilités hydrauliques, méprise la géothermie. Il fait semblant de s'intéresser aux énergies nouvelles mais leur accorde à peine 3 % des crédits de recherche consacrés au nucléaire en 1979. Il impose les choix des technocrates et sacrifie l'indépendance énergétique et le progrès technique aux intérêts des groupes multinationaux. Il lance des gadgets comme la chasse au gaspi pour dissimuler l'énormité des gaspillages liés au mode de développement capitaliste. Cette politique conduit inévitablement au rationnement.

Nous condamnons cette politique, nous voulons donner une nouvelle impulsion à la lutte contre le programme gouvernemental et mener une campagne pour une alternative au «tout électrique; tout nucléaire», fondée sur l'économie des ressources non renouvelables, l'utilisation des ressources non exploitées en France et un vaste plan de développement des énergies nouvelles.

Notre action visera d'abord l'organisation d'un vaste débat public et contradictoire sur la politique énergétique de notre pays. Nous demandons l'accès aux grands moyens d'information pour les travailleurs, les consommateurs, les scientifiques, les écologistes et leurs organisations et associations, la levée du secret administratif et technologique sur toute information portant sur les choix et techniques énergétiques, la publication intégrale des mesures de secours prévues en cas d'accident nucléaire (Plan ORSEC Radiations), la mise en place de moyens d'information décentralisés et indépendants.

C'est pourquoi nous demandons, tant que le débat démocratique n'aura pas été conduit à son terme, la suspension de la construction de centrales nucléaires au-delà du 1er programme d'EDF, ainsi que de Superphénix, l'abandon du lancement de toute série industrielle de surrégénérateurs et le refus de nouvelles installations industrielles nucléaires (notamment l'extension à des fins commerciales de La Hague). Par ailleurs nous demandons que les réacteurs achevés ne soient pas mis en activité jusqu'à ce que toutes les leçons de l'accident de Harrisburg aient été tirées.

Notre campagne montrera qu'il existe des moyens de satisfaire les besoins réels de la population en énergie hors de la politique actuelle du tout nucléaire:

- La France dispose de ressources non exploitées en charbon, en hydraulique et en géothermie. Il faut maintenir et développer leur mise en valeur et leur utilisation.
- La France doit multiplier les efforts en faveur des énergies nouvelles sur la base d'opérations locales et régionales.
- La France doit se doter d'un type de développement, d'un type de production et de consommation qui économise les ressources rares; ceci exige un important programme d'investissements publics.

Notre campagne exprimera également l'exigence de l'élaboration démocratique par la population, ses représentants et ses élus de plans de développement régionaux. Ils devront notamment prendre en considération la nécessité de fournir emplois et revenus aux travailleurs pour vivre et travailler au pays dans le cadre des créations d'entreprises et des reconversions nécessaires. Ce sont des centaines de milliers d'emplois qui peuvent, à terme, être créés.

